

LE FRUIT QUI N'EST PAS TOMBÉ

Cuba a été contrainte de se battre pour son existence face à une puissance expansionniste, située à quelques milles de ses côtes et qui ne cachait pas ses visées d'annexion dans la mesure où sa seule destinée était censément de tomber dans son giron tel un fruit mûr. Nous étions voués à l'inexistence comme nation.

Dans la glorieuse multitude de patriotes qui se battit durant la seconde moitié du XIXe siècle contre l'abominable colonialisme imposée par l'Espagne pendant trois cents ans, José Martí fut celui qui perçut avec le plus de clarté cette destinée si dramatique. Et il le fit savoir dans les dernières lignes qu'il écrivit quand, à la veille d'un rude combat prévu contre une colonne espagnole aguerrie et bien équipée, il affirma que l'objectif clef de sa lutte était « d'empêcher à temps, par l'indépendance de Cuba, que les États-Unis ne s'étendent dans les Antilles et ne s'abattent, avec cette force de plus, sur nos terres d'Amérique. Tout ce que j'ai fait à ce jour et tout ce que je ferai, c'est pour cela. »

Quiconque ne comprend pas cette profonde vérité aujourd'hui ne peut être ni patriote ni révolutionnaire.

Les médias, le monopole de nombreuses ressources techniques et les fonds considérables destinés à tromper et à abrutir les masses constituent sans aucun doute des obstacles importants, mais non invincibles.

La nation cubaine a prouvé, malgré sa condition de factorerie coloniale yankee où sévissaient l'analphabétisme et la pauvreté généralisée, qu'il était possible de faire face au pays qui menaçait de l'absorber définitivement. On ne saurait affirmer qu'il existait une bourgeoisie nationale opposée à l'Empire ; au contraire, elle en était si proche qu'un peu après le triomphe de la Révolution, elle est allée jusqu'à envoyer quatorze mille enfants aux États-Unis sans la moindre protection, car on avait fait courir le mensonge perfide selon lequel l'autorité parentale serait supprimée, l'Histoire devant enregistrer cette « Opération Peter Pan » comme la plus grande manipulation d'enfants à des fins politiques en Amérique.

À peine deux ans après le triomphe révolutionnaire, le territoire national fut envahi par des forces mercenaires constituées d'anciens militaires de Batista et de fils de gros propriétaires terriens et de bourgeois, armées par les États-Unis et escortées par des bâtiments de leur flotte navale, dont des porte-avions prêts à entrer en action, qui les accompagnèrent jusqu'à nos côtes. La défaite et la capture de la quasi-totalité des mercenaires en moins de soixante-douze heures et la destruction de leurs avions qui opéraient depuis des bases au Nicaragua et de leurs moyens de transport naval constituèrent une défaite humiliante pour l'Empire et ses alliés latino-américains qui avaient sous-estimé la capacité de lutte du peuple cubain.

Les USA ayant interrompu leurs livraisons de pétrole puis supprimé totalement les contingents d'exportation de sucre dont Cuba avait toujours bénéficié sur leur marché et interdit le commerce établi entre les deux pays durant plus de cent ans, l'URSS répondit à chacune de ces mesures en nous livrant du pétrole, en achetant notre sucre, en faisant du commerce avec notre pays et finalement en nous fournissant les armes que Cuba ne pouvait acheter sur d'autres marchés.

Une campagne systématique d'attaques pirates organisées par la CIA, les actions militaires de bandes contre-révolutionnaires créées et équipées par les USA avant et après l'attaque mercenaire, tout ceci devant aboutir à une invasion militaire directe, donnèrent naissance aux événements qui mirent le monde au bord d'une guerre nucléaire totale à laquelle aucune des parties ni l'humanité elle-même n'auraient pu survivre. Ces événements entraînèrent sans aucun doute la destitution de Nikita Khrouchtchev qui sous-estima l'adversaire, refusa d'écouter les avis qu'on lui donnait et ne consulta pas ceux qui, comme nous, étaient en première ligne avant de prendre sa décision finale. Ce qui aurait pu être une importante victoire morale se transforma ainsi en un revers politique coûteux pour l'URSS. De fait, durant bien des années, les USA continuèrent de commettre les pires méfaits contre Cuba et continuent, comme c'est le cas de leur blocus criminel, de les commettre.

Khrouchtchev eut des gestes extraordinaires envers notre pays. J'ai critiqué sans hésiter, à l'époque, le fait qu'il ait passé un accord avec les États-Unis sans nous avoir consultés, mais il serait ingrat et injuste de notre part de ne pas reconnaître sa solidarité extraordinaire à des moments difficiles et décisifs pour notre peuple dans sa bataille historique pour son indépendance et sa Révolution face au puissant Empire étasunien. Je comprends que la situation était extrêmement tendue et qu'il ne voulait pas perdre une minute quand il prit la décision de retirer les projectiles et que les Yankees s'engagèrent, très en secret, à renoncer à leur invasion.

Des décennies se sont depuis écoulées pour atteindre un demi-siècle, et le fruit cubain n'est toujours pas tombé dans les mains des Yankees.

Les nouvelles qui nous parviennent aujourd'hui d'Espagne, de France, d'Iraq, d'Afghanistan, du Pakistan, d'Iran, de Syrie, d'Angleterre, des îles Malvinas et de bien d'autres points de la planète sont sérieuses et augurent toutes une catastrophe politique et économique à cause de la démence des États-Unis et de leurs alliés.

Je me bornerai à quelques points. Je tiens d'abord à signaler – comme tout le monde peut le constater – que la sélection d'un candidat républicain à la présidence de cet Empire globalisé et touche-à-tout, constitue – et je le dis sérieusement – le pire concours d'idiotie et d'ignorance qu'on ait jamais vu. Comme j'ai d'autres chats à fouetter, je ne peux pas perdre mon temps à ça. Je savais pertinemment qu'il en serait ainsi.

Des dépêches de presse que je tiens à analyser sont bien plus éloquentes, parce qu'elles étalent en plein jour le cynisme incroyable que génère l'Occident dans sa décadence. L'une d'elles parle tout bonnement d'un prisonnier politique cubain qui, dit-on, est décédé au terme d'une grève de la faim de cinquante jours. Un journaliste de *Granma*, de *Juventud Rebelde*, d'un journal parlé ou télévisé ou de tout autre organe de presse révolutionnaire peut bien se tromper dans ses appréciations d'un tel ou tel thème, mais il ne fabrique jamais une nouvelle de toutes pièces ni n'invente un mensonge.

Selon la note publiée par *Granma*, cette grève de la faim n'a jamais eu lieu : il s'agissait d'un prisonnier de droit commun, condamné à quatre ans de privation de liberté pour avoir battu sa femme et lui avoir causé des blessures au visage ; c'est la belle-mère en personne qui a demandé l'intervention des autorités ; les proches ont été au courant de tous les gestes médicaux faits pour le sauver et savent gré aux spécialistes cubains des efforts qu'ils ont déployés. Il a été soigné, signale la note, dans le meilleur hôpital de l'Est

du pays, comme n'importe quel autre citoyen. Il est décédé des suites d'une défaillance multi-organique secondaire associée à un processus respiratoire septique sévère.

Le patient a reçu tous les soins habituels dans un pays qui possède un des meilleurs services médicaux au monde, des soins gratuits malgré le blocus que l'impérialisme impose à notre patrie. Il s'agit tout simplement d'un devoir normal dans une Révolution qui peut se vanter d'avoir toujours respecté, durant plus de cinquante ans, les principes qui lui donnent sa force invincible.

Mieux vaudrait, assurément, que le gouvernement espagnol, compte tenu de ses excellentes relations avec Washington, se rende aux États-Unis et s'informe de ce qu'il se passe dans les prisons yankees, de la conduite impitoyable suivie envers les millions de détenus dans ce pays, de la politique de la chaise électrique qui y est appliquée et des horreurs commises envers les détenus dans les prisons et ceux qui protestent dans les rues.

Hier, lundi 23 janvier, un dur éditorial de *Granma* intitulé « Les vérités de Cuba » a expliqué en détail sur toute une page la campagne mensongère insolite et impudente orchestrée contre notre Révolution par « certains gouvernements traditionnellement impliqués dans la subversion contre Cuba ».

Notre peuple connaît bien les normes qui ont régi la conduite immaculée de notre Révolution dès le premier combat et jamais souillée durant plus d'un demi-siècle. Il sait aussi que les ennemis ne pourront jamais exercer de pressions sur lui ni le faire chanter. Nos lois et nos normes seront appliquées indéfectiblement.

Il est bon de le signaler clairement et en toute franchise. Le gouvernement espagnol et l'Union européenne qui part en capilotade, plongée dans une profonde crise économique, doivent savoir à quoi s'en tenir. Leurs déclarations reproduites par les agences de presse et recourant à des mensonges éhontés pour attaquer Cuba font pitié. Occupez-vous d'abord de sauver l'euro, si vous le pouvez, réglez le chômage chronique dont souffrent toujours plus de jeunes, répondez aux indignés que vos polices ne cessent d'attaquer et de frapper.

Nous n'ignorons pas que le gouvernement espagnol est maintenant passé aux mains d'admirateurs de Franco, lequel dépêcha près de cinquante mille membres de la Division Bleue auprès des SS et des SA nazis pour participer à la sauvage agression contre les Soviétiques, prenant part à l'opération la plus cruelle et la plus douloureuse de cette guerre, le siège de Leningrad, où un million de citoyens russes périt dans cette tentative d'étrangler la ville héroïque. Le peuple russe ne pardonnera jamais ce crime horrible. La droite fasciste d'Aznar, de Rajoy et d'autres serviteurs de l'Empire doit avoir sa petite idée sur les seize mille morts que souffrirent leurs prédécesseurs de la Division bleue et sur les Croix de fer par lesquelles Hitler récompensa ses officiers et ses soldats. Ce que fait aujourd'hui la police-gestapo aux hommes et aux femmes qui réclament leur droit au travail et au pain dans le pays où sévit le chômage le plus élevé d'Europe n'a donc rien d'étonnant

Pourquoi les médias de l'Empire mentent-ils si impudemment ?

Ceux qui manipulent ces médias s'escriment à tromper et à abrutir le monde par leurs

mensonges éhontés, pensant peut-être que c'est là le recours principal pour maintenir le système de domination et de pillage imposé au monde et, tout particulièrement, aux victimes proches du siège des métropoles, autrement dit les presque six cents millions de Latino-Américains et de Caribéens vivant sur ce continent-ci.

La république sœur du Venezuela est devenue l'objectif clef de cette politique. La raison en saute aux yeux. Sans le Venezuela, l'Empire aurait imposé le Traité de libre-échange à tous les peuples du continent qui vivent au sud des États-Unis, où se trouvent les plus grandes réserves de terre, d'eau potable et de minerai de la planète, ainsi que de grandes ressources énergétiques qui, gérées dans un esprit de solidarité avec les autres peuples du monde, ne peuvent ni ne doivent tomber aux mains des transnationales qui imposent un système suicidaire et infâme.

Il suffit, par exemple, de regarder une carte pour comprendre l'extorsion criminelle dont l'Argentine a été victime quand on lui a enlevé un pan de son territoire à l'extrême sud du continent où les Britanniques ont utilisé leur appareil militaire décadent pour assassiner des recrues argentines vêtus d'uniformes d'été en plein hiver austral. Les États-Unis et leur allié Augusto Pinochet y offrirent à l'Angleterre un appui ignominieux. De nos jours, à la veille des Jeux olympiques de Londres, le Premier ministre David Cameron proclame à son tour, comme l'avait déjà fait Margaret Thatcher, son droit de recourir aux sous-marins atomiques pour tuer des Argentins. Le gouvernement de ce pays ignore que le monde est en train de changer et que notre continent et la plupart des peuples méprisent toujours plus les agresseurs.

Le cas des îles Malvinas n'est pas le seul. Quelqu'un sait-il comment se terminera le conflit en Afghanistan ? Voilà quelques jours à peine, on apprenait que des soldats étasuniens avaient outragé les cadavres de combattants afghans assassinés par les drones de l'OTAN.

Voilà trois jours, une agence de presse européenne faisait savoir que « le président Hamid Karzai avait avalisé des négociations de paix avec les talibans, en soulignant que c'était là une question que devaient régler les citoyens de ce pays », et qu'il avait ajouté : « ... le processus de paix et de réconciliation incombe à la nation afghane, et aucun pays ni aucune organisation étrangère ne peut ôter ce droit aux Afghans. »

Par ailleurs, une dépêche en provenance de Paris publiée par notre presse informait : « La France a suspendu aujourd'hui toutes ses opérations d'entraînement et d'aide au combat en Afghanistan et a menacé de retirer ses troupes avant la date prévue, après qu'un soldat afghan a eu abattu quatre militaires français dans la vallée de Taghab, dans la province de Kapisa [...] Sarkozy a donné des instructions à son ministre de la Défense, Gérard Longuet, de se rendre sans délai à Kaboul et a envisagé la possibilité de retirer le contingent français par anticipation. »

À la disparition de l'URSS et du camp socialiste, le gouvernement étasunien a jugé que Cuba ne pourrait pas se maintenir. George W. Bush avait même préparé un gouvernement contre-révolutionnaire pour diriger notre pays. Le jour même où Bush a lancé sa guerre criminelle contre l'Iraq, j'ai demandé aux autorités de notre pays de cesser d'être tolérantes envers les chefaillons contre-révolutionnaires qui demandaient hystériquement, ces jours-là, une invasion de Cuba, car leur attitude constituait de fait une trahison à la patrie.

Bush et ses crétineries ont sévi durant huit ans ; la Révolution dure déjà depuis plus d'un demi-siècle. Le fruit mûr n'est pas tombé aux mains de l'Empire. Cuba ne sera pas une force de plus par laquelle l'Empire s'étendra sur les peuples d'Amérique. Le sang de Martí n'aura pas coulé en vain.

Je publierai demain d'autres Réflexions qui compléteront celles-ci

Fidel Castro Ruz
Le 24 janvier 2012
19 h 12